

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
23 au 29 mars 2000



10 FF
1,52 €

Grève des services publics: Une école des luttes

SERVICES PUBLICS, RETRAITES, Sécu, Code du travail, tout doit disparaître. C'est le grand projet de ce gouvernement, comme ce fut celui des précédents et comme ce sera celui des suivants. Ce travail de démolition est malheureusement facilité par le découragement de beaucoup de salariés et surtout par les principaux syndicats collaborateurs (CGT, FO, CFDT, FSU etc., sans distinction). Ils s'enferment dans les termes d'un débat dépassé en privilégiant l'appel à une intervention plus sociale de l'État.

L'hésitation à en découdre avec le gouvernement et ses représentants, mais aussi avec le patronat paralyse pour une grande part l'évolution de la société. Pourtant les mouvements récents dans l'éducation nationale, la Poste ou les Hôpitaux laissent à croire qu'il est possible, plus que par le passé, de sortir par le haut de cette impasse et, pour le mouvement social, de retrouver dignité et efficacité.

Lutter sans concessions

La lutte des enseignants qui se dessine sous des formes nouvelles depuis quelques années et pourrait bien aboutir à un véritable conflit social prochainement est probablement la plus dangereuse potentiellement pour le pouvoir. Non seulement on y retrouve les mots d'ordre traditionnels et soporifiques des syndicats bourgeois mais on y perçoit aussi des spécificités très encourageantes qui avait déserté ce milieu depuis les grandes heures de l'école émancipée de l'entre-deux-guerres. L'implication des parents d'élèves, si elle n'est pas nouvelle, prend des formes plus radicales: occupations longues d'écoles ou de collèges, participation massive aux manifestations avec les enseignants. Les moyens d'action des enseignants témoignent aussi d'un certain durcissement: assemblées générales nombreuses mêlant syndiqués et non-syndiqués, mobilisation maintenue pendant les congés, grèves de la faim (dans le Gard et l'Hérault), présence de piquets de grève dans certains lycées professionnels. On se prend à rêver de profs quittant leurs habitudes de petits-bourgeois camif pour découvrir le véritable ressort du progrès social: la lutte, collective et

sans concessions. La première grande journée de grève nationale a eu lieu jeudi dernier et les profs remettent le couvert vendredi 24 mars.

Enrayer la libéralisation des services

Pour les apparatchiks du ministère il s'agit de « manif cagnotte ». L'entourage de Claude Allègre, au premier rang duquel se trouve l'ex-mao de la gauche prolétarienne, Alain Geismar, véritable éminence grise du mammouth de la rue de Grenelle qui a fait ses classes de bri-

d'ici là. Une bonne vieille grève générale dans ce secteur serait de nature à donner des idées à beaucoup.

Il faut dire que le problème est extrêmement grave. L'éducation tend à devenir un service marchand à part entière, dont le domaine d'activité s'élargit progressivement à l'enseignement secondaire (surtout dans les filières techniques et professionnelles mais il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour deviner qu'elles servent de laboratoire social à l'ensemble du système d'enseignement). Claude Allègre ne fait qu'appliquer à la France les recettes de la fée mondialisa-

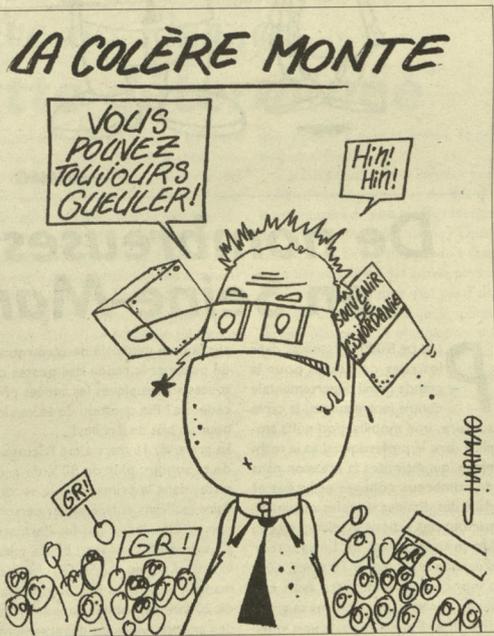
tion. La stimulation de la croissance économique ». Le libéralisme est en marche et il avance à visage couvert. Les anarchistes le savaient depuis longtemps et notre discours sur les services public, qui s'est largement actualisé depuis quelques années, devrait nous permettre d'être au premier rang dans les luttes à venir, avec des propositions concrètes et en prise directe avec les préoccupations des travailleurs. En effet, les luttes ne se limitent pas à l'éducation, chacun a pu s'en rendre compte. Les conflits très durs qu'a connus la Poste sont un exemple de détermination à ne plus se laisser faire. Dans cette entreprise, la marchandisation du service public est pratiquement arrivée à son terme.

La prochaine étape risque bien d'être la privatisation pure et simple. Les postiers qui ont conscience de l'ampleur du danger savent que s'ils perdent maintenant il leur sera très dur de revenir en arrière. La prétendue réduction du

temps de travail, véritable attrape-couillon gouvernementale, est l'arme principale de la remise au pas de la fonction publique.

Il nous faut donc, dans chaque conflit, réaffirmer l'analyse libertaire du rôle de l'État qui ne représente pas le bien public mais bel et bien un patron comme les autres, garant qui plus est de la bonne santé du capitalisme par la défense acharnée qu'il fait du libéralisme. La réappropriation du social qu'entreprennent les travailleurs ne doit pas passer par un recours à l'État qui sait avec habileté jouer son rôle de sauveur. La mise en scène de la trop fameuse cagnotte, qui n'est qu'une pure et simple manipulation de l'opinion dans un contexte difficile pour le gouvernement, devrait inciter les travailleurs, au contraire de l'effet escompté par les puissants, à progresser encore dans l'auto-gestion de leurs luttes.

Franck Gombaudo



seur de grève à l'occasion de la dernière grève lycéenne, tente de se rassurer et considère que le ministre paie avant tout « la communication désastreuse » du gouvernement sur le pactole de Bercy. Les 10 milliards accordés aux hôpitaux ou les 5 milliards de la marée noire ont pu, il est vrai, encourager les revendications des milieux éducatifs. Mais on n'en est plus là et il faut espérer que ces fins stratégies se trompent encore longtemps sur les véritables motifs de la contestation. Pour le moment, Claude Allègre a choisi de faire le dos rond en attendant le résultat de la mobilisation. Nous lui donnons rendez-vous le 24 mars, en espérant que les établissements scolaires soient nombreux à débrayer

tion. Les visées de l'OMC sont limpides dans ce domaine. Dès 1994, la plupart des pays qui allaient fonder l'Organisation Mondiale du Commerce en janvier 1995, ont conclu à Marrakech un premier accord général sur la libéralisation des services. L'objectif est clair: privatiser l'enseignement et au-delà l'ensemble des services publics.

En 1998, à la demande du Conseil pour le Commerce des Services, le Secrétariat de l'OMC a constitué un groupe de travail chargé d'étudier les perspectives d'une libéralisation accrue de l'Éducation. Dans son rapport (classé « restricted » mais néanmoins disponible sur Internet), ce groupe insiste sur « le rôle crucial de l'éducation

EDITORIAL

On croyait l'antiracisme de gauche totalement passé de mode, mis hors-jeu politiquement par la division du FN, inutile électoralement et donc sans intérêt pour le gouvernement. D'ailleurs on a vu des militants traditionnellement investis sur ce terrain se reconverter dans la lutte contre « la violence et l'insécurité ». Seulement voilà, loin de drainer les foules comme avaient réussi à le faire les campagnes de « SOS-racisme » à la fin des années 80, les revendications sécuritaires sont loin d'enthousiasmer une jeunesse qui en est surtout la victime.

Les dirigeants de la gauche plurielle en sont bien conscients, qui tentent de rattraper le coup par des mesures contre les discriminations raciales. Ainsi, une pénalisation accrue des actes racistes au quotidien est mise en avant pour redonner consistance à l'idée d'intégration. La poudre aux yeux va jusqu'à mettre en place un numéro vert pour aider les victimes à porter plainte.

On croit rêver! Plus que de l'amnésie, il faudrait subir une ablation cérébrale pour croire à une réelle volonté de l'État dans ce domaine. Un État qui depuis des années s'oppose à la régularisation des sans-papiers, dont les lois sont des machines à fabriquer des clandestins. Un État qui refuse l'accès des emplois administratifs aux immigrés. Un État qui surtout généralise la précarité, renforçant ainsi les replis ethniques. Un État enfin qui n'a pas cessé de criminaliser ces populations pour faire oublier sa politique antisociale.

Ce n'est pas pour rien que les Jospin, Aubry, Chevènement et compagnie ont dû rappeler à la rescousse leurs fidèles toutous « investis sur le terrain ». C'est ainsi que SOS racisme est parti faire du « testing » à l'entrée des boîtes de nuit pour montrer du doigt les vilains commerçants qui refusent aux trop basanés le droit de s'abrutir dans leurs établissements. C'est à la fois spectaculaire et anecdotique, juste ce qu'il fallait pour se donner une image antiraciste sans rien changer au bout du compte. Du côté du gouvernement, on espère juste gagner quelques voix. Pour les véritables antiracistes que nous sommes, les perspectives sont ailleurs. Elles existent aujourd'hui à travers des campagnes solidaires avec les sans-papiers, mais aussi grâce à des grèves, qui comme dans l'Éducation permettent des actions où français et immigrés se retrouvent autour les mêmes revendications. Ainsi pourra-t-on espérer faire tomber les barrières qu'on tente de mettre entre nous et non par un « flicage du racisme » dont il suffit de dire le nom pour se sentir ridicule...

ISSN 0026-9433 - N° 1198

M 2137 - 1198 - 10,00 F



FOP 2520

Un puissant mouvement social

RETOUR SUR UNE LUTTE QUI laissera des traces et qui n'est sans doute pas encore finie. Le 31 janvier, un mot d'ordre de grève est lancé dans les écoles primaires et maternelles du Gard. Une intersyndicale (FEN, SUD, FAEN, CGT-Education, SGEN) s'est mise en place et restera soudée jusqu'à la fin. La FCPE du Gard apporte son total soutien. A l'origine du conflit, la petitesse des effectifs alloués au département par Allègre (la « carte scolaire »). En réalité, cette étincelle a mis le feu aux poudres d'un mélange détonnant qui regroupait notamment: la mauvaise image d'Allègre auprès des enseignants, la grogne sur une réduction du temps de travail qui tarde à venir, « un manque d'adhésion, au sein de l'institution, à une politique éducative dotée de moyens et objectifs divers, parfois contradictoires, toujours déconnectés des moyens octroyés » (1)... Du côté des parents d'élèves, les non-remplacements d'enseignants malades, les fermetures de classes ici ou là, seront moteurs.

La revendication gardoise est et restera: 500 postes. Plus tard, au fur et à mesure des mobilisations qui toucheront aussi le secondaire (mais plus faiblement), cette revendication deviendra: 500 maîtres, 500 Atoss, 500 profs.

Extensions

Assez vite, un mouvement similaire se développe dans le département voisin de l'Hérault, surtout dans la partie est du département. Dès le départ, les assemblées générales d'enseignants regroupant syndiqués et non-syndiqués attirent jusqu'à 500 personnes. De leur côté, les parents d'élèves tiennent aussi leurs assemblées générales et imposeront leur délégation lors d'une AG des instituteurs. Les occupations d'écoles ou les écoles fermées se comptent par centaines dans le département du Gard. Du jamais vu. Les manifestations du samedi 12 février regroupèrent 15 000 personnes à Nîmes et autant à Montpellier. Le mouvement repose donc sur une assise large, populaire. Les actions se multiplient, impulsées ou non par la FCPE ou l'intersyndicale: occupations de mairies, de locaux administratifs (IUFM, inspection académique...), interpellations d'élus, de ministres (E. Guigou), emballages de monuments,

banderoles immenses déployées sur les monuments, retenue du préfet, blocage de routes et de péages, embouteillages organisés, blocages d'accès à l'aéroport de Garons, pétitions, tracts, collages d'affiches, rassemblements, apéros et pique-niques massifs devant la préfecture... La presse boude ostensiblement le mouvement.

Pourrissement

Allègre envoie un trio d'inspecteurs généraux de l'administration chargés de lui remettre un rapport de la situation. Il déclarera aussi vouloir « prendre des postes là où il y a baisse des effectifs » (2). Déception et colère, la FCPE déclare ne pas vouloir jouer le jeu de l'administration qui prélevait des postes ici pour calmer la colère là-bas. La solidarité reste de mise. La manifestation de Montpellier du 16 février est une nouvelle démonstration de force: 10 000 personnes sont venues, essentiellement du Gard et de l'Hérault, et signent là une jonction entre les mouvements. Allègre lâche une dotation de 66 postes pour l'académie: personne n'est convaincu.

Après les vacances, la fatigue, l'usure, l'incompréhension et la colère prédominent: le taux de grévistes baisse, les écoles occupées par les parents ou les instituteurs sont moins nombreuses. Nouvelle remobilisation exemplaire le 12 mars avec 25 000 manifestants à Nîmes. Entre temps, contre les grévistes, les CRS et l'administration s'activent: expulsions, menaces. Finalement, le dimanche 12 mars, 4 grévistes de la faim à Nîmes et 4 autres à Lunel commencent à jeûner. Le 14, la nouvelle de la proposition d'une rencontre entre l'intersyndicale et Allègre est connue. Il aura fallu sept semaines de grèves pour en arriver là.

Il y a beaucoup à dire sur ce mouvement. D'abord qu'au-delà de l'école, le service public fait vraiment bouger les foules. Car tout est parti de la prise de conscience que l'école, service public qui compte beaucoup puisqu'il touche aux enfants et à leur avenir, est malade. Malade de l'Etat qui la maltraite au fil des gouvernements et malade du manque de perspectives qui la rongent et que les enseignants vivent mal. C'est ce nombre incroyable de participants à ce mouvement social, syndiqués ou non,

enseignants ou pas, citadins ou ruraux, de tous les âges, Français ou non, qui a permis d'assurer la multiplication des mobilisations et de faire preuve de beaucoup d'imagination: une vraie guérilla festive, à l'échelle de deux départements. Cette grève, incroyablement populaire, a dû son succès et sa durée à la collusion avec les parents d'élèves. Les écoles occupées l'étaient parfois par les parents et les instituteurs, à tour de rôle: les uns occupaient, les autres étaient en AG ou sur les actions.

Toujours du côté des parents d'élèves, on peut dire, vu de l'extérieur, que la FCPE a été poussée par sa base, d'autant plus facilement que la multitude n'était pas contrôlable. Même si la hiérarchie FCPE faisait barrage à la présence aux AG de parents non-encartés chez eux ou

veillait à éviter des initiatives qui ne viendraient pas d'elle (3). Du côté des enseignants, l'intersyndicale acceptera les enseignants non-syndiqués dans les actions et les processus décisionnels.

Traces d'anarchie

Je parlerais volontiers de climat libertaire au cours de ce mouvement, surtout à travers le recours massif à la grève avec occupations, l'écllosion de l'auto-organisation dans chaque école, les pratiques généralisées d'assemblées générales, l'action directe pratiquée quotidiennement, des moyens radicaux de lutte et de protestation, la défiance à l'égard des élus (4), les réactions antigouvernementales (5), les appels à la grève générale, à la solidarité avec les

autres agents du public en lutte, l'implication personnelle de milliers de personnes...

Bien sûr, tout cela reste à relativiser: le mouvement n'est pas libertaire mais il a su adopter des modes d'organisation et des réactions qui montrent que les méthodes de lutte que nous préconisons ne sont pas utopiques ni étrangères aux gens qui nous entourent et aux mouvements d'ampleur qui se radicalisent. Soyons sûrs que tout cela va laisser des traces dans les esprits.

Quant à nous, nous avons participé individuellement au mouvement. Collectivement, nos banderoles et tracts étaient présents aux manifestations (6) en suscitant parfois des réactions positives. *Le Monde libertaire* a pu participer, à son échelle, à la contre-information et à l'appel à la solidarité. C'est notre tâche d'organiser l'entraide et la résistance avec des gens qui luttent. Diffuser nos idées auprès d'eux et débattre de nos pratiques militantes en les développant concrètement, c'est le plus sûr moyen d'aller vers une généralisation du combat social.

Daniel. - groupe Gard-Vaucluse de la FA.

- (1) Extrait du rapport des inspecteurs généraux dans l'académie de Montpellier.
- (2) *Midi Libre* du 16 février 2000.
- (3) *Le Monde libertaire* du 24 février.
- (4) Un des débats de l'AG des enseignants du 14 mars au centre Neruda de Nîmes portait sur la nécessité de se passer des élus politiques lors de la négociation avec Allègre. Cette réaction ainsi que d'autres, entendues dans la bouche d'instituts votant à gauche, me semble révélatrice d'une rupture consommée avec des élus à qui on faisait traditionnellement confiance pour se faire les relais des revendications sociales.
- (5) exemple de slogan: « Jospin-trahison, rendez-vous aux élections »
- (6) Ce qui nous a aussi permis d'affirmer notre ancrage dans les départements concernés par ce conflit.



De nombreuses actions en Seine-Maritime

PPLUS DE 8 000 PERSONNES dans les rues de Rouen pour la grande manif départementale contre (entre autres) la carte scolaire, une mobilisation qui s'amplifie dans le professionnel et le technique, qui maintient la pression dans de nombreux collèges et lycées et dans des dizaines d'écoles occupées, partout des actions médiatiques etc. Un premier recul de l'inspecteur d'académie, le mardi 14 mars, où il annonce que le ministre avait entendu nos voix, et que, dans sa grande bonté, il nous rendait une vingtaine de postes. Ce qui ne faisait plus que 75 fermetures de classes, plus 5 Clis et toujours 11 postes de remplaçants sacrés... Monsieur est trop bon! Autant dire qu'on était loin du compte, puisque le combat se faisait

sur la base minimale de zéro retrait de poste et le rendu des postes de toutes sortes piqués les années précédentes! Pas question de se vendre pour un plat de lentilles! La grève du 16 mars a été l'occasion de rebondir: plus de 80% de grévistes dans le primaire et le secondaire (collèges et lycées), les personnels ATOS n'étant pas les derniers, plus de 60% dans les LEP (la mauvaise influence du SNETAA), des manifs combatives regroupant plus de 20 000 personnes dans les rues des grandes villes du département. Dans de nombreux collèges et lycées, la grève est reconduite, tant le ras le bol est immense contre la politique menée par le ministre, tant elle suscite de rejets (y compris par les lycéens partie prenante du mouvement), aussi bien sur les pseudo réformes pédagogiques que sur l'absence de moyens et la trop grande précarisation des personnels. Les profs du technique continuent évidemment leur lutte contre leur nouveau statut, et les enseignant-e-s du primaire, dans de nombreux secteurs, ont voté en AG la poursuite de la grève, bien que certains, en

grève depuis début mars, commentent à s'essouffler. Heureusement que le secondaire s'y met de façon massive... Des syndicats soutiennent plus ou moins (du moins officiellement), d'autres notamment SUD et FO à fond.

On assiste à une convergence des luttes entre les diverses composantes du monde éducatif: une coordination des établissements et secteurs en lutte s'est créée. Un bras de fer s'engage contre l'administration et ce n'est pas l'aumône (un milliard, qu'est-ce que c'est au regard du budget de l'Éducation nationale) lâchée par Jospin qui a affaibli la détermination des grévistes, qui plus que jamais, par delà les spécificités revendicatives de chaque corporation, appellent à la grève générale de toute l'Éducation nationale.

Il est impératif que d'autres départements entrent dans la bataille contre toutes les chartes, car c'est bien là le noeud du système. La semaine du 20 au 26 s'annonce décisive, avec une journée forte départementale le mardi 21 et une journée nationale le vendredi 26.

Eric gava. - groupe de Rouen

le monde libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08
Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande unilatérale).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: J. Toublet
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie:
Les Informations dieppaises SA,
8, rue Claude Groulard, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie

Le Monde libertaire toujours dans les kiosques en 2001 ?

Chaque semaine, vous pouvez acheter *Le Monde libertaire* dans l'un des 32 000 points presse existant en France. Semi-vérité car notre tirage étant très inférieur à ce chiffre, nous ne pouvons pas être présents dans tous. C'est les NMPP (Nouvelles messageries de la presse parisienne) qui acheminent les exemplaires sur toute la France. Livré le mercredi matin, *Le Monde libertaire* est présent en kiosque à Rennes, Lille ou Toulouse, le jeudi matin. Ce système, unique dans le monde, est aujourd'hui au bord de l'éclatement.

Un peu d'histoire

C'est la loi Bichet (1947), qui garantit la diffusion de la presse. À quoi bon imprimer des journaux, s'il est impossible de les diffuser ? La loi Bichet établit aussi que le groupage et la distribution de plusieurs journaux et publications périodiques ne peuvent être assurés que par des sociétés coopératives de messageries de presse. Elle prévoit également la possibilité pour tous les titres d'être distribués et demandés aux diffuseurs de presse d'exposer

l'ensemble des titres (obligation qu'il est parfois nécessaire de rappeler à ceux qui mettent le M-L dans un tiroir).

Ce système complète les lois sur la liberté de la presse de la fin du XIX^e siècle et participe au pluralisme de la presse. Parallèlement aux NMPP, deux autres coopératives de messagerie, Transport Presse et les MLP (Messageries lyonnaises de presse) évitent aux NMPP d'être en situation de monopole. Au sein des NMPP, les coopératives d'éditeurs détiennent 51 % des parts, Hachette qui en est l'opérateur 49%. À noter qu'Hachette est aussi un gros client des NMPP, juge et partie en quelque sorte. Publico, éditeur du M-L, est depuis la création des NMPP, membre de l'une des coopératives.

Du Monde au Monde libertaire pot de fer et pot de terre

Tous les titres disposent de chances égales au départ comme le prévoit la loi. Mais de fait, en fonction de leur capacité financière, leur diffusion sera « sensiblement différente ». La mise en place d'un sys-

tème de péréquation (les plus riches paient pour les moins fortunés) permettrait de limiter ces écarts. C'est ce système que les éditeurs à fort tirage remettent en question. Dans cette optique, une politique de réduction des coûts (donc d'augmentation des marges) a été mise en place depuis plusieurs années. Elle s'est traduite par une remise en question des conditions tarifaires (d'où une baisse de recettes importantes pour les petits titres), un développement poussé de l'outil informatique, l'ouverture d'un centre de traitement ultra moderne, où l'intervention humaine tient de moins en moins de place. Tout cela, s'accompagnant de plusieurs plans sociaux.

Une tentative visant à introduire de nouvelles conditions tarifaires et à augmenter la rémunération des diffuseurs a failli faire exploser le système il y a quelques mois. Après *Point de vue*, Marianne a menacé de passer aux MLP, où lui étaient consentis des tarifs plus alléchants. Chantage ? manœuvre d'intimidation ? Des départs en cascade se profilant, la structure NMPP risquait de vite devenir ingérable. La situation a semblé assez sérieuse au gouvernement pour qu'il nomme un rapporteur sur la distribution de la presse. J-C Hasan propose donc une réforme des NMPP. Si le texte fondateur (la loi Bichet) reste d'actualité, il est à noter que la notion de péréquation y est largement critiquée. La position d'Hachette, opérateur et client, l'est aussi. M. Hasan invite donc les éditeurs à se comporter en véritables « actionnaires » pour réajuster leurs rapports avec Hachette opérateur. Finalement, un rapport mi-chèvre mi-choux, qui laisse les différents protagonistes éditeurs, opérateur et syndicats dubitatifs.

Dernièrement, dans le cadre de la modernisation de l'outil de production et de la réduction des coûts, la

direction des NMPP a présenté un nouveau plan social qui prévoit le licenciement de 1 200 personnes sur un effectif de 2 500.

Derrière les rotatives

Le but poursuivi par les grands groupes de presse est de réduire considérablement le nombre de titres traités par les NMPP. Au final, de mettre en place un cadre, où les NMPP n'interviendraient plus que sur des titres à gros tirage, une structure où le travail pourrait être automatisé au maximum, les charges de personnels réduites et les bénéfices accrus. Science fiction ? dépalettiseurs, chaînes de traitement

ultra-modernes des journaux marchent déjà au centre de Combes, depuis juillet 1999. À très court terme, les NMPP pourraient n'être plus qu'une société de prestation et de service informatique, concédant au secteur privé la partie traitement physique des journaux. C'est donc une sérieuse menace qui pèse sur la diffusion de la presse. La loi Bichet risque fort de n'être plus qu'une coquille vide. Par voie de conséquence c'est la pluralité qui est aujourd'hui belle et bien menacée. Quelle serait la place de la presse à faible tirage, dans un système privé ? le pire est sans doute à venir.

Jacques Bonhomme



Conflit aux PTT de Toulouse Les salariés contre les 35 heures

Bien lancé depuis le 9 mars, un mouvement de grève touche fortement la poste de Haute-Garonne. Au début de semaine du 15 mars, plus d'un million et demi de lettres étaient en attente. Les boîtes aux lettres de Toulouse, Colomiers, Blagnac sont désespérément vides.

À L'origine de ce conflit, l'application des 35 heures à la Poste sans embauche notable de personnel ce qui se traduit, comme dans tout entreprise à horaire continu et charge fixe, par productivité accrue dans les équipes de tri et présence plus fréquente sur les lieux de travail, notamment la tournée du samedi matin qui pose problème. Comment les 35 heures se concrétisent par plus de fatigue, plus de jours de présence sur son lieu de travail et peu d'emplois créés.

Les propositions d'embauches présentées à l'heure actuelle par la Direction sont de 170 avec 75 % de fonctionnaires le restant étant des précaires, contractuels au moins à mi-temps (!), les exigences syndicales sont de l'ordre de 400 emplois.

Le nombre de bureaux touchés et même totalement fermés sur l'agglomération toulousaine ainsi que le nombre de grévistes est en nombre croissant. Le conflit est mené intersyndicalement CGT, SUD et même CFDT dont la fédération a pourtant signé les accords nationaux 35 heures.

Des rassemblements et des opérations coup de poing sont entreprises assez régulièrement dont les blocages de la plate-forme de l'aviation postale, empêchant le transfert des sacs postaux Paris-Toulouse et vice-versa, et du centre de tri de Lardenne, en passant par le « maintien » dans son bureau de la directrice départementale de la Poste lors d'un round de négociation !

Boitalet

10 mois de prison pour quatre antifascistes

VOICI QUELQUES NOUVELLES DES QUATRE JEUNES condamnés à dix mois de prison ferme pour une altercation avec une bande de nazillons.

Rappel des faits : le 18 décembre 99, alors qu'ils étaient tranquillement chez deux d'entre eux, Boris, Florent, Mickaël et Fred étaient provoqués par une bande de nazillons. Une bagarre s'ensuit dans la rue, quelques points de suture pour un des feds abandonnés par ses camarades (qui regardent la scène depuis leur voiture... et essayeront d'écraser Boris...) le 6 janvier interpellation à leurs domiciles des quatre jeunes antifascistes, comparution immédiate, dix mois fermes.

Menacés et harcelés depuis longtemps et par les jeunes bourgeois d'extrême droite et par les flics, la bonne ville d'Agen est bien tranquille de voir « ces sales punks » derrière les barreaux.

Victimes d'une justice de classe qui encourage les bourgeois racistes et fascisants, qui enferme les rebelles fils de prolos, Boris, Florent, Mickaël et Fred ont besoin de notre solidarité. Pour deux d'entre eux ayant trouvé une possibilité de travailler, la semi-liberté a été refusée. Début février, un de leurs co-détenus est décédé durant la nuit, faute de soins. L'administration avait refusé de suivre l'avis du médecin : il avait déjà eu un malaise cardiaque dans l'après-midi, et aurait dû être hospitalisé.

Il a eu une nouvelle attaque dans la nuit, et malgré les appels de ses compagnons, la cellule n'a été ouverte qu'une demi-heure après son décès. Le lendemain, les

détenus ont bloqué la cour après la promenade pour exiger du nouveau directeur qu'il mette en place un infirmier de nuit qui puisse ouvrir les cellules. Leur demande de regroupement en cellule est toujours rejetée, seuls deux d'entre eux sont ensemble.

Les conditions de détention qu'ils subissent n'ont rien d'exceptionnel, ce sont celles que vivent des milliers de prisonniers. La sévérité du jugement mise en relation avec les faits qui leurs sont reprochés n'a rien d'exceptionnel, et aujourd'hui chacun d'entre nous sait qu'il peut être arrêté, condamné, emprisonné, pour une altercation avec des fachos, pour une participation à une manifestation, pour avoir défendu la cause des sans-papiers, pour avoir contesté l'ordre établi.

Face à la répression, face à la justice de classe : unité et solidarité ! Liberté pour Boris, Florent, Fred et Mickaël ! Comment manifester sa solidarité :

1) en leur écrivant.

Boris Derbesse n° d'écran 18085

Florent Gaube, Mickaël Defer, Frédéric Lagarde

Maison d'arrêt d'Agen, 44, rue Montaigne, 47000 Agen.

2) en faisant circuler l'info autour de leur affaire

3) en organisant diverses initiatives de soutien politiques et financières : la prison coûte cher à leurs familles qui n'ont quasiment aucun revenu

Merci de transmettre toutes les infos concernant les initiatives de solidarité à Riposte antiraciste (JRE) BP

4010 - 31028 Toulouse cedex 4

riposteantiraciste@caramail.com

crises de foi

Des sous et des saints

Rob Clemenz est chef d'entreprise de médaillons de saints eux États-Unis. Son entreprise marche du tonnerre et on peut même passer des commandes via Internet. Il faut dire qu'il y a pour tous les goûts. Êtes-vous suicidaire ? Offrez-vous le médaillon de saint Jude. Fanatique du percing ? Saint Sébastien, mort transpercé de flèches, s'impose. Les buveurs de bière ont celui de saint Florian. Certains associations ne sont pas de meilleur goût. Ainsi sainte Agathe, dont la poitrine fut tranchée par des soldats romains, est devenue la protectrice des femmes atteinte d'un cancer du sein. Mais les affaires restent les affaires... L'Église, elle aussi entend bien se faire du beurre pendant le jubilé. Outre les « produits dérivés », disque du pape, photo, vierge en plastique et autres objets pour idolâtres, le Vatican a déposé un logo officiel « jubilé 2000 », représentant cinq colombes. 130 entreprises ont eu l'autorisation du Vatican d'apposer le logo « jubilé 2000 » sur leurs produits. Mais rien n'est jamais désintéressé, même pour l'Église, car en contrepartie ses entreprises devront reverser 6% à 10% de leur chiffre d'affaires à un fonds de solidarité du Vatican, destiné à financer les célébrations de l'an 2000.

Le pape a beau « dénoncer » le capitalisme dit « sauvage et inhumain », comme si le capitalisme, source de misère pour beaucoup et de profits pour d'autres pouvait être juste et humain... Force est de constater, que en tant que manager de l'Église, il sait s'y prendre. En effet voilà la seule multinationale au monde qui ne produit rien, mais qui touche des millions de la part des États et des entreprises. Un vrai miracle pour ces marchands du temple.

Régis Boussières. - groupe Kronstadt (Lyon)

Pour le droit de choisir l'éducation

JUSQU'À IL Y A ENCORE PEU, en France, c'était l'instruction qui était obligatoire et non l'école. C'est ainsi qu'un certain nombre de familles choisissait d'instruire leurs enfants à la maison ou de se regrouper pour leur assurer cette même instruction. L'éducation nationale pouvait alors contrôler la capacité des parents à dispenser cette instruction et le « niveau scolaire » des enfants (une fois par an ou tous les deux ans). La Ruche de Sébastien Faure, au début du siècle, et Bonaventure, depuis 7 ans, fonctionnaient sur cette base et purent ainsi défricher le terrain d'une éducation libertaire.

Marche au pas à l'école

En 98, sous couvert de lutte contre les sectes, le parlement français vota à l'unanimité la loi n° 98-1165 du 18 décembre 1998. Ce texte, qui a fait l'objet d'un n° spécial (le n° 3 du 20 mai 1999) du Bulletin officiel de l'éducation nationale, est sans équivoque aucune. Désormais, c'est l'école (celle de l'Etat, des curés et d'un privé normalisé) qui est obligatoire, ce qui exclut toute recherche et expérimentation pédagogique et éducative remettant en cause la norme scolaire du moment.

Les parents qui désirent instruire leurs enfants à la maison ont toujours ce droit. Ce droit est assorti de contrôles stricts (scolaires, éducatifs et sociaux) d'une telle rigueur au niveau scolaire et d'un tel flou au niveau éducatif et social, que toute instruction à la maison sera désormais dépendante du bon-vouloir d'un maire, d'un inspecteur départemental de l'éducation nationale... ou d'un préfet alerté par un inspecteur d'académie.

Pour ce qui concerne les parents, les membres d'une association qui, comme pour Bonaventure, se regroupent pour monter une structure éducative libertaire, c'est du même tonneau. La structure Bonaventure est tout à la fois centre d'éducation, république éducative, centre de ressources pédagogiques... on disait même simplement « école ». Ce terme nous a valu les foudres de l'administration qui sous couvert de la lutte contre les sectes fermerait bien au passage des structures qui refusent le rang de la soumission.

L'évangélisation étatique

Bref, avec cette loi, l'Etat va peut-être tordre le cou aux sectes, ces religions qui n'ont pas encore réussi... Reste que

cette loi vise à tordre également le cou à des expériences éducatives comme Bonaventure. Le projet politique et social mis en avant par cette structure, qui pense que l'autogestion est encore un excellent moyen pour apprendre la liberté, l'entraide, s'est relevé de cette première attaque. Preuve que vivre et continuer à construire un projet avec un soutien collectif apporte des victoires. Les aides que vous nous avez apportées nous donnent encore envie d'aller plus loin... En attendant, la lutte continue... On vous demande votre avis sur l'attitude à adopter pour la suite, on vous propose de signer et de diffuser une pétition, de nous soutenir encore et toujours... N'oubliez pas de nous écrire. On compte sur vous!

Eduquer pour émanciper

Parce que les enfants et les adultes ont décidé de continuer à apprendre ensemble à Bonaventure, nous continuerons cette expérience en revendiquant le droit d'instruire et d'éduquer collectivement des enfants et des adultes. Les deux dernières rencontres nationales de novembre 1999 (à Oléron) et de janvier 2000 à Arrigues en Ariège ont donné l'occasion de débattre largement de ce sujet. Nous ne nous résoudrons pas à ce que la République éducative Bonaventure soit liquidée par l'Education nationale au nom de la défense d'une instruction de qualité et d'une éducation à la citoyenneté qui sont l'âme de Bonaventure.

La résignation, suicide quotidien, et la soumission aveugle aux nouvelles lois ne sont toujours pas de notre goût. Les expériences alternatives, les lycées expérimentaux, le droit à l'éducation parentale, le droit à la descolarisation, le droit au regroupement libre pour l'éducation doivent pouvoir continuer à exister, à co-exister. La communauté d'apprentissage qu'est Bonaventure, avec votre soutien, montrera une fois de plus que l'éducation à la liberté mène parfois à la révolte nécessaire et permettra à des expériences pédagogiques et éducatives de continuer à vivre.

Bernard Leboeuf

Appel à contribution

Au moment où parents et enseignants tentent d'enrayer l'ignorance et la violence par des revendications quantitatives (plus d'encadrement pour la jeunesse), nous proclamons que les maux de l'école ne résultent pas seulement d'un déficit des moyens mais surtout des conséquences d'une politique dont les praticiens sont les complices trompés. Nous en appelons à tous ceux qui, lassés de l'Etat et de ses écoles sous ou hors contrat veulent rompre avec cette habitude de livrer les enfants aux maîtres du capitalisme. Nous leur demandons de contribuer à une réflexion critique et prospective pour concevoir des alternatives concrètes à l'école libérale.

Quelle école nous faut-il ?
Nous faut-il une école ?

Appel à débattre et à contribuer en vue de l'édition d'un numéro spécial du Grain de CEL (Centre d'Education Libertaire) et d'une conférence ultérieure.

Contribution à adresser au Centre d'Education Libertaire Bonaventure. Merci d'avance.

Michel Négrel pour le Pôle Associatif de l'Association Bonaventure

WANTED

Enseignant-e, Educatrice, Educateur

Le centre de Ressources et d'Education Libertaire Bonaventure recherche pour septembre 2000 une institutrice(teur) ayant le désir de s'investir dans les domaines les plus divers de la pédagogie anti-autoritaire non laxiste, et libertaire... Sur l'île d'Oléron, depuis 7 ans maintenant, une quinzaine d'enfants (maximum) et des adultes vivent une aventure éducative, pédagogique et associative passionnante et toujours en construction. Animations et réalisations sont construites dans le cadre d'une équipe pédagogique ; les projets sont réalisés à partir de réunions décisionnelles des enfants. Vous ferez partie d'un groupe d'adhérents composé de parents, de pédagogues, de militants associatifs, politiques et syndicaux... engagés ensemble pour faire vivre et progresser cette structure et les enfants qui l'animent. Dans le cadre de la charte de Bonaventure, les adultes participant au projet, s'engagent pour une à 3 années maximum. Si participer à cette aventure vous intéresse, il vous est possible de nous contacter dès maintenant pour venir nous rencontrer avant le printemps 2000 et vivre le quotidien de Bonaventure avant de vous engager formellement.

Association Bonaventure

Femmes immigrées : double peine sentimentale

L'ARTICLE 3 DU CODE CIVIL FRANÇAIS DIT QUE toute personne étrangère est soumise, pour son statut personnel (filiation, mariage, séparation) à la loi dont elle possède la nationalité. Les femmes issues de l'immigration sont les premières victimes de cette règle qui consacre la polygamie, le mariage ou le divorce célébré sans leur accord, voire sans leur présence. Leurs filles le sont par ricochet : si elles sont françaises en France, sur leur territoire d'origine, elle ne perdent jamais la nationalité transmise par le père. C'est souvent à l'occasion de vacances que le piège se referme. Ça peut être sur le territoire national même, quand les pesanteurs culturelles et familiales les découragent de se mettre sous la protection du droit français. Il existe pourtant des lois qui en principe peuvent les protéger, comme « l'ordre public » qui reconnaît l'égalité entre les hommes et les femmes, mais encore beaucoup de ces femmes immigrées restent isolées, ne parlent pas ou peu le français et méconnaissent tout de leurs droits.

Une marocaine s'est fait confisquer ses papiers par son mari lors d'un séjour au Maroc. L'épouse, selon le droit marocain était donc placée sous l'autorité de son mari. Elle vivait pourtant depuis trente ans en France dans les Yvelines et avait

élevé six enfants français. Les autorités françaises n'ont rien pu faire pour qu'elle réintègre son lieu de résidence.

En 1999, l'association lyonnaise Femmes contre les intégrismes (FCI) a réussi à empêcher, in extremis, à l'aéroport, le renvoi en Algérie d'une jeune femme répudiée. Le FCI milite depuis cinq ans pour empêcher l'application du statut personnel en France et modifier les législations des pays d'origine. L'attitude des pouvoirs publics face à la polygamie est un bon exemple de mesures coercitives se retournant contre les femmes. Depuis quelques mois, le ministère de l'Intérieur fait appliquer une loi de 1993, en apparence progressiste : le retrait des autorisations de séjour aux ménages polygames. Aujourd'hui, les préfets les mettent en demeure de divorcer pour renouveler les titres de séjour, sans se soucier du sort de l'épouse qui va être répudiée. Elle perdra ses maigres droits (rente, succession), son statut social, alors qu'elle ne jouit déjà pas de sécurité sociale et souvent n'est pas régularisable. Perdus dans le labyrinthe des procédures juridiques, ces femmes soutenues par des campagnes de solidarité efficaces, auront plus de chance de faire pencher la balance en leur faveur.

Patrick Schindler Claaaash FA

Source : Libération 8 mars 2000

chronique anarcha-féministe Libération des femmes, année zéro

Les groupes opprimés ont-ils une histoire? Nous avons appris (plus ou moins) que nous vivons dans une société historique. L'Histoire et la maîtrise de son écriture sont de même que l'Information, synonyme de pouvoir. Jusqu'à une époque récente, seule l'histoire des dominants était écrite et apprise comme valable pour tous et toutes. D'où des distorsions savoureuses tels « nos ancêtres les Gaulois » enseignés aux enfants africains.

Ou l'instauration du suffrage dit universel en 1848. Depuis la décapitation d'Olympe de Gouges, les Françaises avaient donc le droit de monter à l'échafaud mais pas de voter. Depuis le code de la famille, elles se savaient être des arbres fruitiers dont les fruits appartiennent aux jardiniers. Comment voulez-vous qu'un arbre fruitier puisse concevoir un projet politique? Les analyses historiques des dominants leur permettaient de faire passer sous silence, notamment la participation des femmes au devenir économique, social et culturel de nos sociétés.

L'acceptation par nous, les femmes, de notre a-historicité alourdit la chape de silence et alourdit notre oppression. Les luttes féministes, comme d'autres mouvements sociaux, connaissent des périodes de plus ou moins grande activité. À chaque creux de la vague, l'amnésie nous frappe.

À chaque réveil, nous nous trouvons sans généalogie, à devoir reconstruire. Nous ajoutons sur l'œuvre de nos prédécesseuses du mépris par-dessus celui de leurs contemporains-e. Nous nous refusons la possibilité d'une légitimité historique, bien antérieure pourtant à celle des mouvements ouvriers. Libération des femmes, année 4245!

Michèle

Agir, participer, soutenir... Bonaventure c'est possible !

- Vous pouvez apporter vos contributions à Bonaventure en prenant contact avec nous. (participer aux réflexions pédagogiques et éducatives, aux travaux de l'association, à l'organisation de rencontres ou de conférences, au secteur international avec d'autres expériences comme au Sénégal...).

- Un livre « Bonaventure » (60 F), une brochure « la Farine et le son » (30 F) sont disponibles.

- Vous pouvez adhérer à l'association (individuellement ou collectivement) pour 150 F par an et vous recevrez le journal de l'association.

- Vous pouvez également participer à une chaîne de prélèvement automatique pour le fonctionnement de l'association ou la mise en place d'un « emploi solidaire ».

- Vous pouvez acheter seul ou à plusieurs une part de Bonaventure (terrain et bâtiment) pour 500 F.

Ils nous soutiennent aussi :

- Gérard Lorne a écrit « Du rouge au noir, mémoires d'un porteur de valise » sur la guerre d'Algérie : 60 F, au profit de Bonaventure

- Patsy a écrit « No Pasaran » 30F, et « Ramadan plombé » suivi de « un gorille sinon rien » 45F, des nouvelles Nantaises... libertaires

(Tous les livres sont édités aux éditions du Monde Libertaire)
- Le journal mensuel *Alternative Libertaire* de Bruxelles : vous vous abonnez au journal (200 F pour 10 n°) via Bonaventure et 100 F restent à Oléron.

dans le monde

Le mouvement anarchiste international en butte à la répression

LE MOUVEMENT ANARCHISTE international a été, ces dernières semaines, une cible privilégiée de la répression policière et étatique.

Aux Etats-Unis, ce sont 18 de nos camarades qui sont menacés de payer chèrement leur participation active à l'humiliation subie par le capitalisme international le 30 novembre dernier à Seattle; Au Québec, trois anarchistes (dont une mineure) subissent les foudres de la justice pour avoir manifesté contre l'opération de propagande gouvernementale intitulée « Sommet de Québec et de la Jeunesse » le 22 février.

En République Tchèque, nos deux camarades Milan Naplava et Jindrich Lumbach de l'organisation anarchiste tchèque Solidarita encourent deux ans de prison pour avoir

maculé la robe de Madeline Albright, la secrétaire d'Etat américaine, de deux œufs frais.

En Pologne, notre compagnon Adam Mucha, de la Fédération anarchiste polonaise, risque 10 ans de prison suite à la répression brutale d'une protestation contre une journée « charitable » organisée par les capitalistes de Cracovie.

Et nous n'oublions pas la lourde condamnation qui vient d'être infligée à Paris à notre camarade Marie-Athée, coupable de soutien actif aux sans-papiers.

Nous pourrions, hélas, allonger encore la liste. Outre qu'elles frappent toutes des anarchistes, ces poursuites se ressemblent par l'incroyable démesure de la répression en regard des faits reprochés. En effet, les « violences » dont sont accusés nos camarades

(au pire, un bris de verre ou un refus de reculer devant des flics en armes...) paraissent anodines dans n'importe quelle manifestation d'agriculteurs en France. Autre trait frappant, tous ces procès font suite à des manifestations dénonçant les violences et dégradations quotidiennes que le système capitaliste nous inflige. Violences et dégradations évidemment sans commune mesure avec un symbolique jet d'œuf!

Il est clair que le système capitaliste et ses milices étatiques ont décidé de frapper durement un mouvement qui remet en cause ses fondements partout dans le monde, et qui tente de promouvoir une alternative basée sur la liberté individuelle et l'économie sociale. Il est aussi visible que cet accès de répression est causé par la naissance, la renaissance

RÉPRESSION PLURIELLE



et le développement du mouvement anarchiste international, et son affirmation comme acteur non négligeable du combat social. La Fédération anarchiste francophone réaffirme donc sa solidarité sans faille avec tous et toutes nos camarades en butte à la répression étatique.

Afin d'assurer le développement international de l'anarchisme, et notamment une meilleure résistance

à la répression, elle encourage les anarchistes à s'organiser de par le monde, tant au plan local qu'aux plans régional et international. Elle dénonce enfin toutes les tentatives de criminalisation du mouvement social, qui montrent assez les moyens que le système capitaliste est prêt à utiliser pour assurer sa survie.

Fédération anarchiste francophone

Guerre imminente dans les Balkans ?

DES QUE LE PRINTEMPS ARRIVE, NOUS PRENONS PEUR. [...] Nous avons passé ces dernières années à nous demander quand la prochaine guerre allait commencer... Les périodes de « paix » ou de « post-paix » sont pour nous si courtes qu'elles ne représentent finalement que des préparations d'une nouvelle guerre. Nous avons appris à reconnaître les signes annonçant la guerre, nous les entendons depuis longtemps, nous en avons désormais l'expérience... Mais nous n'osons pas prononcer le terme même de « guerre »; pourtant à chaque printemps, nous avons peur...

Mobilisations militaires en Serbie

C'est toujours le printemps qui annonce la guerre dans les Balkans. On mobilise. On en parle, les journaux l'annoncent.

Comme l'an passé, on a commencé à mobiliser au sud-est de la Serbie. Cette région se trouve à la frontière du Kosovo, près de la Kfor. Au centre de cette région, à Nis, ville dirigée par l'opposition, on parle de la mobilisation depuis 10 jours. Ce sont des employés de la poste, des civils, qui apportent aux hommes leurs notifications d'incorporation – pas des militaires, pas des policiers. Et cette fois-ci, nul besoin de signer les notifications [...]; selon un homme de Nis, « les facteurs m'ont dit: "Soit tu acceptes ta mobilisation, soit je la dépose dans ta boîte aux lettres ou je la punaise à ta porte..." »

En fait, c'est la même procédure que lors des autres guerres. « D'abord, on reçoit les appels à mobilisation par la poste. Ensuite, la police militaire en apporte un autre, puis finalement la police vient vous chercher en personne », raconte un jeune homme de Nis. La mobilisation a commencé à Leskovac et dans toute la région de Jablanicka. Au printemps dernier, 4 000 hommes avaient été envoyés à la guerre au Kosovo. [...] Parmi les hommes qui avaient été mobilisés au printemps dernier, certains répètent sans arrêt: « Je n'irai pas faire une nouvelle guerre, je n'irai plus au front, même si je dois en mourir. »

Le nord de la région, près de Subotica, n'est pas épargné. On y reçoit des ordres de mobilisation. Le Mouvement serbe du renouveau (SPO, d'opposition, mené par Vuk Draskovic, ndr) a fait part de son mécontentement: « On aimerait savoir au nom de qui, et pour quelle raison on mobilise? Nous exigeons que le QG militaire de l'armée yougoslave donne des explications à la population. »

Avec quelques variations régionales, la situation est quasiment la même dans toutes les régions de la Serbie. À l'heure actuelle, toutefois, il semble que la plupart des mobilisations soient lancées dans la zone de la Troisième armée yougoslave, comme au printemps dernier.

Au Monténégro, la tension avait commencé à monter en février, lorsque quelques déserteurs avaient été arrêtés – pourtant, le parlement monténégrin avait bien voté une loi d'amnistie en novembre 1999. [...] Selon les informations des journaux et les témoignages, aucune mobilisation n'aurait aujourd'hui été lancée au Monténégro. L'armée, bien sûr, réalise que personne n'y obéirait, que depuis bien longtemps, les jeunes Monténégrins n'estiment plus devoir prouver leur patriotisme de cette manière et que les désertions de l'armée yougoslave sont un fait accepté dans la société monténégrine... Seuls les partis pro-serbes refusent de les accepter.

L'opposition à la guerre réprimée

Comme les années précédentes (jusqu'à l'intervention de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN)), le régime serbe prétend que la Serbie « n'est pas en guerre »: selon les autorités militaires, les mobilisations ne sont que des « entraînements et activités militaires de toute régularité ».

On n'aurait ainsi « nullement affaire à une mobilisation. Il s'agit uniquement d'appels ordinaires, qu'on fait en temps de paix, dans l'intention de faire faire quelques manœuvres militaires à un petit groupe d'hommes des formations régulières de l'armée yougoslave ». Un tel cynisme ne peut qu'être pris avec dédain... Et les militaires n'ont pas apprécié que les autorités de Nis aient prévenu leurs citoyens des mobilisations à venir... [...]

Le général V. Lazarevic, commandant de la Troisième armée, a déclaré le 3 mars que « la Troisième armée prendrait des dispositions juridiques contre tous ceux qui font circuler des mensonges destinés à inquiéter la population. Des plaintes seront déposées contre les individus, les journalistes et les publications qui diffusent ce type d'informations. Il n'y a aucune mobilisation ». Tout comme au printemps dernier, les autorités militaires prétendent que l'armée fait ses « classes de mars », tentant ainsi de masquer la mobilisation.

Quelques voix résistantes s'élèvent contre la mobilisation. Nenad Canak, président de la Ligue sociale-démocratique, connu depuis 1991 pour ses luttes contre la guerre et contre les nationalismes, a encouragé les jeunes hommes mobilisés à ne pas se présenter à l'armée: « Ce type de déclaration fait de moi un hors-la-loi. Pourtant ce ne sont pas les lois de mon pays que j'appelle à contourner, mais celles de Milosevic. C'est simple, il existe des lois qu'on ne peut pas observer. L'armée yougoslave n'a défendu personne. Ses généraux sont corrompus – et pas les pauvres jeunes gens qui ont été mobilisés... » Début mars, 60 militants de la Ligue sociale-démocratique ont été arrêtés par la police lors d'une journée d'actions de protestations à Novi Sad.

[...] Tout le monde attend la fin de ce mois de mars, et surtout que la date du 24 mars, jour anniversaire du déclenchement des bombardements de l'OTAN l'an passé, soit derrière nous. Mais le régime a une affinité pathologique avec la provocation de conflits, dans le but de conserver le pouvoir. Les incidents récents semblent malheureusement indiquer un prochain conflit:

- assassinat énigmatique d'un personnage public et officiel haut placé du gouvernement (Pavle Bulatovic, ministre de la Défense, mort en janvier);
- arrestations continues et passages à tabac d'étudiants du mouvement « Résistance »;
- menaces et passages à tabac de journalistes;
- pénalisations financières contre les quotidiens et chaînes télévisées « désobéissants »;
- menaces et harcèlement contre les médias électroniques indépendants;
- apparition de nouveaux médias « pirates »;
- diabolisation de l'opposition;
- répétition constante du « retour imminent du pouvoir serbe au Kosovo »;
- fermetures temporaires de l'espace aérien et des aéroports;
- arrêt de tout échange économique avec le Monténégro;
- installation de troupes militaires et policières au sud de la Serbie, région dans laquelle l'armée yougoslave est active depuis l'été dernier.

Imposer la paix

Fin février, les Femmes en noir de Belgrade ont organisé avec des femmes du Sandjak et du sud de la Serbie un atelier à Novi Pazar. Le thème en était la coopération multiculturelle et interculturelle. Nous y avons décidé de choisir une vieille chanson populaire de Vranje pour en faire notre hymne pacifiste.

Elle s'intitule « ce que j'aimerais faire... »: « chantons et jetons nos fusils »... Nous voulions démontrer que les Balkans avaient vécu de grands moments de solidarité féminine et universelle; et dans le cas de cette chanson, avec les hommes qui ne voulaient pas partir au front... Cette chanson mélodique et populaire n'a pas été contaminée par les nationalistes parce que ses paroles ne rentrent pas dans leurs rhétoriques politiciennes de haine envers les autres.

[...] Nous, militantes pacifistes, sommes fatiguées de devoir penser les plaies de la guerre. Nous voulons travailler à la prévention des conflits. Nous ne voulons plus devoir atténuer leurs effets.

Stasa Zajevec « Femmes en noir » de Belgrade, stasazen@EUnet.yu

D'après le *Courrier des Balkans*.

CINÉMA

Garage Olimpo

Marco Bechis

Un film sur la torture en Argentine

Un film hallucinant sur la torture à l'électricité pratiquée couramment par les militaires en Argentine. Un film pas du tout halluciné car le réalisateur a lui-même subi ces interrogatoires et témoigne. C'est pourquoi il n'est que justice de donner la parole à Marco Bechis lui-même.

HH



« Ici, tu dépend de l'armée argentine et tu peux hurler autant que tu veux, personne ne t'entendra. » Ils ont désentravé mes chevilles et m'ont lié les pieds et les mains aux quatre coins d'une table de métal. Une autre personne, à la voix plus autoritaire que les autres, a mis en route la « picana » (sorte de pic électrique au voltage réglable qui émet une espèce de ronronnement caractéristique).

Et l'interrogatoire a commencé. Je m'étais éloigné de l'activité politique depuis des mois. Une chance car, sans aucun contact avec mes amis, sur cette table je me sentais fort sur un point : j'étais certain de ne dénoncer personne. Ils voulaient que je donne des noms, des lieux de rencontre, des adresses, mais quand ils ont été convaincus que je n'avais aucune information intéressante à leur donner, ils m'ont détaché et m'ont enfermé dans la cellule numéro 16.

Pendant les quarante huit heures qui ont suivi l'entrevue entre mes parents et le général, j'ai subi cinquante-deux autres interrogatoires à l'électricité. Mes tortionnaires voulaient comprendre quel était mon degré d'implication dans l'organisation d'opposition au régime. Heureusement le général a annoncé à mes parents qu'on pouvait « faire quelque chose ». On m'a fait remonter l'escalier en colimaçon et on a vérifié que je n'avais pas de lésion sur le corps. Puis on m'a habillé d'une chemise et d'un pantalon noir. Deux kidnappeurs m'ont fait traverser la ville en voiture, allongé sur le siège arrière et le dossier de devant. Je ne devais pas savoir d'où je venais. Pendant le trajet, ils ont parlé des prouesses du Pénard, l'équipe de football de Montevideo. Finalement, ils m'ont déposé dans le hall de la Villa Devoto, la prison de la ville.

Après quelques jours dans la cellule collective de la Villa Devoto, est arrivé un garçon d'une vingtaine d'années à peine, sorti d'un autre camp de concentration. Il était très maigre et avait presque toutes les dents cassées. Il portait des panta-

Louise Michel

Comment rester insensible face à la tragédie dont fut victime le peuple de Paris en ce printemps de 1871 (entre 25 000 et 40 000 morts).

Comment ne pas voir la modernité de leurs décisions :

- réquisition des logements vides ;
- élections de conseillers municipaux révocables à tous moments ;
- abolition de la peine de mort ;
- création de coopératives de production et de distributions de biens et d'aliments ;
- ateliers nationaux « autogérés » ;
- mise en place de l'école laïque, libre et égalitaire pour tous les enfants, création de crèches ;
- égalité sociale entre l'Homme et la Femme
- droit de vote pour les étrangers ;
- abolition de la conscription ;
- un service public contrôlé directement par la population,
- abolition des privilèges du clergé, séparation de l'Église et de l'État, etc.

Poussé à l'insurrection, par un gouvernement d'union nationale (de la gauche à l'extrême droite de l'époque). Le peuple de Paris a conquis sa dignité le 18 mars à Montmartre pendant que les courageux députés fuyaient vers Bordeaux. Il a redonné tout son sens à la citation qui orne nos bâtiments publics : Liberté pour les individus ; Égalité sociale de tous les citoyens ; Fraternité entre les peuples d'Europe !

Nous vous invitons à découvrir une des figures les plus marquantes de la Commune : Louise Michel.

Conférence, exposition le jeudi 29 mars 2000 à 21 heures au Café littéraire « le petit Ney » - av de la Porte Montmartre.

lons courts qui lui arrivaient à peine au-dessus des genoux. Pendant deux semaines, assis sur son lit, il n'a parlé à personne. Quand quelqu'un s'approchait de lui, instinctivement il avait peur. Il ne dormait jamais. Pendant l'heure de la promenade, il marchait sans arrêt. Des heures durant, il mâchait la même bouchée de pain, sans déglutir, pour se réhabituer à manger. Au bout d'un mois, il a dit son nom : Carlos. C'était le premier mot qu'il prononçait. Carlos était passé dans un des souterrains de l'Olimpo. [...]

Les responsables de l'extermination sont encore libres aujourd'hui, les kidnappeurs, les tortionnaires, les colonels et les généraux. On peut les rencontrer au détour d'un bar, dans un restaurant, dans un cinéma. Et, quand l'un d'eux est reconnu,

qu'il se fait insulter, en général, le criminel arbore une sourire moqueur et se rassioie à table, satisfait. Voilà ce qu'est l'impunité.

J'ai demandé à Angela Boitano, la mère de Mickelangelo et de Adriana, deux de mes camarades d'école séquestrés et jamais revenus, pourquoi aucun membre des familles des 30 000 « desaparecidos » ne s'est fait justice. Angela m'a répondu, sereine : « La mort d'un assassin ne veut rien dire pour moi. Je veux quelque chose de bien plus important : la justice. »

Marco Bechis

Le film *Garage Olimpo* sort le 22 mars à Paris et en province. Il fait partie de la programmation du 22e festival ibérique et latino-américain de Lyon-Villeurbanne (cinéma Le Zola, tél : 04 78 93 42 65 ; voir *Monde libertaire* n° 1197).

copinage

Concert de **Serge Utgé-Royo** le 24 à Vendôme, chapelle saint Jacques ; Rés : 02 54 77 73 41. Le 25 à Rouen, MJ « A travers chants », place des faïenciers. Rés : 02 32 81 53 63.

« L'éloge de l'âne ou la vie brûlée de Giordano Bruno », mis en scène et joué par Michel Vericel du 21 au 26 mars au théâtre Les Ateliers-Lyon 2°. Tél : 04 78 37 46 30.

Les 35 heures, une loi contre les travailleurs

LE SYNDICAT INTERCORPORATIF DE BESANÇON DE LA CNT-AIT a sorti une brochure « Les 35 heures, une loi contre les travailleurs ». Ce document n'a pas pour but de servir de document juridique. Il reprend, sous forme de tableau, les différents points de la deuxième loi sur les 35 heures. L'objectif de ce document est de démontrer en quoi cette loi est une véritable arme contre les intérêts des travailleurs. En première colonne, nous avons résumé l'article, la deuxième colonne est un bref commentaire, quant à la troisième, basée sur des accords de branche ou d'entreprise, elle permet de voir comment, concrètement, s'applique cette loi.

La lecture de cette deuxième loi confirme notre analyse quant aux 35 heures : présentées comme une mesure « sociale », « créatrice d'emplois », ces 35 heures sont en fait une arme du patronat pour flexibiliser les horaires, remettre en cause les conventions collectives, baisser les salaires, annual-

ser le temps de travail, intensifier la charge de travail, remettre en cause les temps de pause, etc.

Les pleurnicheries du MEDEF n'y change rien, au contraire, elles ne font que mystifier les salariés, en leur faisant croire qu'il y aurait un « gouvernement social » d'un côté et un « patronat réactionnaire » de l'autre. De fait, patronat et gouvernement travaillent main dans la main pour accroître les profits grâce à la dégradation de nos conditions de vie et de travail.

Anarcho-syndicalistes, nous sommes pour une véritable réduction du temps de travail. Mais pour que celle-ci nous donne vraiment du temps pour vivre, pas pour devenir des esclaves flexibles, corvées à merci par les patrons. Dans ce domaine (comme pour toute amélioration de nos conditions de vie), nous n'aurons que ce que nous prendrons !

CNT-AIT Besançon

pour commander cette brochure, écrire à : CNT-AIT, c/o CESL, B.P. 121, 25014 Besançon cedex. Elle est gratuite.

A 22 H 45 LE 19 AVRIL 1997 en sortant du cours du soir « Mariano Acosta » à Buenos Aires, j'ai été enlevé par quatre militaires en civil. Ils m'ont bandé les yeux, m'ont jeté dans une voiture et m'ont emmené dans un endroit appelé « Club Athletico ». En entrant, j'ai entendu le bruit d'un rideau de fer qui s'ouvre et qui s'abaisse. Ils m'ont déshabillé et ont confisqué mon passeport italien que j'avais dans la poche. Ils m'ont fixé une chaîne autour des chevilles avec deux fermetures numérotées 190 et 191, numéros que je devais me souvenir. Si l'on

considère que les fermetures étaient numérotées en ordre croissant, il devait y avoir à ce moment 95 personnes dans les souterrains du « Club Athletico ». La chaîne empêchait de faire des pas de plus de 50 cm. Ensuite, ils ont tapé une fiche comportant mes coordonnées.

Marco Bechis - 24 octobre 1955 - appelé aussi Tano (contraction de « italiano ») par ses amis - instituteur - et un numéro de code: A01. Les yeux bandés mais sans vêtements, on m'a fait descendre dans les souterrains par un escalier en colimaçon. Quelqu'un qui était en train de jouer au ping-pong m'a dit:

radio libertaire
Paris - 89.4 MHz

jeudi 23 mars à 18 h :

Si Vis Pacem: le polar antimilitariste, avec Patrick Pecherot.

vendredi 24 mars à 12 h :

Roman noir à boulets rouges: avec S. Granotier.

vendredi 24 mars à 22h 30 :

Jazz en liberté: Blue Mitchell quintet en public (1976) ; Terumasa Hino quintet (1995) ; Graham Haynes & No Image (1990) ; Ted Curson quintet (1991) ; Miles Davis black beauty (1970).

samedi 25 mars à 11 h 30 :

Chronique syndicale: Les « emplois-jeunes ».

samedi 25 mars à 19 h :

Contre-courbe: à propos de deux femmes peintres : Gabriele Munter et Marianne von Werefkin.

mardi 28 mars à 19 h 30 :

Parole d'associations: APAJH (Association pour adultes et jeunes handicapés) pour parler de l'intégration des handicapés.

mercredi 29 mars à 10h 30 :

Blues en liberté: bluesmen et sang indien.

Violences policières et carcérales

LA RÉPRESSION A TOUJOURS existé. Elle est quotidienne car elle répond à un souci de contrôle social. Les exemples sont multiples : Marie Athée, militante de la FA poursuivie pour ses actions de solidarités vis-à-vis des sans-papiers, des militants du CAE (Collectif anti-expulsions) arrêtés à Roissy lorsque ces derniers distribuent des tracts, Michel Beurrier de la CGT poursuivi pour délit de solidarité, les 44 de Renault (CGT Le Mans) poursuivis par la direction en justice pour séquestration alors que la direction organise des fichiers politiques et syndicaux des ouvriers en toute illégalité, les militants FTP de Marseille toujours incarcérés, les 5 militants de la Confédération Paysanne incarcérés suite à une action contre un « McDo » à Millau, les militants d'AC (Agir contre le chômage) poursuivis pour des actions sur les transports gratuits, Jean-Pierre Galland mis devant les tribunaux pour son militantisme anti-prohibitionniste, les milliers de sans-papiers expulsés par la gauche plurielle, les 150 morts perpétrés tous les ans dans le secret des prisons françaises, les victimes des bavures policières, des contrôles au faciès... Pasqua en 1986, après l'assassinat de Malick Ousseki, affirmait que « la démocratie s'arrête là où commence la raison d'État ». Effectivement, la société capitaliste, basée sur l'exploitation, l'oppression, a besoin, pour être viable, d'une adhésion minimale des personnes la composant. Tout est donc mis en œuvre pour obtenir cette adhésion : de la socialisation des valeurs libérales (école, famille, religions...), de la diffusion de l'idéologie dominante (nationalisme, peur du bouc émissaire...)... Et si ces outils d'unification idéologique, de normalisation, ne suffisent pas, l'État passe alors au contrôle policier : du fichage à la répression directe...

15 mars : Journée internationale contre la violence policières

Le 15 mars, depuis quatre ans, est une journée internationale contre les violences policières. À l'initiative de groupes antiautoritaires suisses et canadiens, cette journée se veut être l'occasion d'organiser un moment médiatique visible pour sensibiliser le monde sur l'action répressive de toutes les polices. La bavure n'est pas une erreur, mais un acte manqué qui s'explique de par les pouvoirs institutionnels qui sont donnés à des corps professionnels comme la police. Sur Nantes, différentes organisations et associations (FA, OCL, Scalp, Collectif Zamani, CAE, Gasprom-FASDTI, Réseau police justice...) ont décidé d'organiser un premier rassemblement. « La police, instrument répressif de l'état abuse continuellement de ses pouvoirs et multiplie les bavures dans la plus grande impunité. Elle surveille, harcèle, emprisonne, torture, expulse, viole, assassine et vise

principalement les indésirables de la « société » : les pauvres et précaires, les « sans » (sans-papiers, sans-logis, sans-revenus, sans-droits), les gens de couleur, les militant-e-s, les travailleurs/euses en lutte pour leurs droits, les homosexuel-le-s, les prostitué-e-s et les marginalisé-e-s... Que ce soit au Bangladesh ou au Brésil, en Russie ou aux États-Unis, des gens luttent souvent au péril de leur vie pour combattre l'oppression. Partout, à cette demande de justice, on leur répond par la police...

La police n'est qu'une partie du problème

La police est mondialement collaboratrice et extrêmement bien organisée pour faire taire partout les voix dissidentes et gênantes. Elle n'est

« monde extérieur » sur le suicide comme conséquence du système d'enfermement. La prison destructrice de l'individu est aussi un lieu sans droit, un lieu où un meurtre peut facilement se maquiller en suicide. Et devant une telle situation, les familles et ami-e-s doivent trop souvent faire face à l'opacité d'une administration, à la solidarité du corps pénitentiaire... Mort parce que de couleur, parce que révoltés contre ses conditions de vie, parce que refusant quelques avances... : l'arbitraire est roi. Zamani (cf *Monde libertaire* du 24 février 2000) est mort le 8 février dernier à Nantes. Depuis, l'administration pénitentiaire change de versions sur les conditions de sa mort. Face à la pression, la justice ordonne une contre-expertise, mais les résultats tardent... La 13 mars, plus d'une

LA POLICE DE PLUS EN PLUS DE PROXIMITÉ



qu'un des bras armés de l'appareil d'état. Ainsi, la violence policière n'est pas isolable des autres problèmes de la société (inégalités économiques, racisme, autoritarisme gouvernemental...). Si la violence policière mérite à elle seule une lutte spécifique, sa disparition passera par une remise en question de l'ordre politique, économique et social qui la génère. Une centaine de personnes se sont retrouvées mercredi pour brûler symboliquement 4 prisons en carton.

Vérité pour Zamani, retrouvé mort au Mitard de la maison d'arrêt de Nantes

La semaine dernière, un courrier envoyé par des détenus de Poissy dénonce les conditions de vie en milieu carcéral et tente d'alerter le

soixantaine de personnes se sont rendues au Palais de justice de Nantes pour réclamer le rapport d'autopsie de Zamani. Après une heure d'occupation dans l'enceinte du Palais, nous avons été viré-e-s manu militari par les forces de l'ordre. Néanmoins, cette action a été dynamique, bien relayée par les médias. La famille attend avec impatience les résultats de cette deuxième autopsie pour comprendre les circonstances du décès, mais aussi pour pouvoir inhumer le corps. « On nous mène en bateau. On nous dit qu'on aura les résultats tel jour, puis tel jour, et ainsi de suite. On a l'impression qu'ils veulent gagner du temps, qu'ils ont quelque chose à nous cacher », a expliqué le père de Zamani. Découvrir et faire entendre la vérité, c'est aussi faire reculer l'arbitraire...

Régis. - groupe FA Nantes

Une colo libertaire ? Pour quoi faire ?

Les beaux jours sont là, la nature se réveille et la colo libertaire aussi. Le désir d'une vie collective, dénuée de rapports autoritaires ou marchands, nous pousse cette année encore à organiser une colo anarchiste avec des enfants de deux à quatorze ans (pour l'instant). Une première réunion préparatoire s'est déjà tenue à Grenoble le 13 février 2000. Depuis, nous avons trouvé un gîte dans le Haut Beaujolais, région verte, vallonnée, parcourue de rivières et ponctuée de forêts. Ce lieu nous offre des possibilités de randonnées, de baignades, de promenades à poney, de visiter une miellerie et une fabrique artisanale de confitures et bien sûr de partager les activités, les tâches, discuter, argumenter, écouter... Le programme n'est pas bouclé et chaque participant est invité à apporter ses idées, son enthousiasme et sa brosse à dents. Le gîte, disponible du 22 au 29 juillet 2000, permet d'accueillir 43 personnes. Si l'aventure vous tente, petits ou/et grands, contactez-nous vite à : La Plume Noire, 19, rue Pierre Blanc, 69001 Lyon. La prochaine réunion préparatoire est fixée au 9 avril 2000 à proximité du gîte...

A G E N D A jeudi 23 mars

TOULOUSE : Le groupe de Toulouse de la Fédération anarchiste lance sa campagne de débaptisation. « Ne laissez pas les autorités religieuses vous compter parmi les leurs ! » à l'athénée Albert-Camus au 36, rue de Cugnaux de 18 à 20 heures.

vendredi 24 mars

CHALON/SAONE : Conférence-débat organisée par des groupes de la F.A. et la coopérative Espace noir sur la précarité à 20 heures à la Maison des syndicats.

CHELLES (77) : Le groupe Sacco et Vanzetti de la Fédération anarchiste organise une projection du film « Pas vu pas pris » suivie d'un débat avec Pierre Péan, co-auteur du livre « TF1, un pouvoir » à 20 h 30, 1bis rue Emille.

PARIS : Des groupes parisiens de la F.A. organisent une conférence-débat intitulée « L'organisation des anarchistes » à l'AGECA, 177 rue de Charonne (11^e) à 20 h 30.

samedi 25 mars

DIJON : Conférence animée par des militants de la Fédération anarchiste sur la précarité à 15 heures à l'hôtel des sociétés, salle Joliet, 7, rue du Dr Chaussier.

DONGES : La Coordination des collectifs « Marée noire » (Vendée, Nantes, Saint-Nazaire, Vannes, Lorient, Quimper) appelle à un blocage symbolique et une occupation festive du site du Port de Donges (près de Saint-Nazaire) à partir de midi jusqu'au dimanche 26 à 17 heures.

PARIS : La librairie du Monde libertaire organise un forum avec Xavier Bekaert, auteur de « Anarchisme, violence, non-violence » à 16 h 30, 145, rue Amelot (11^e).

PARIS : Prévert à la Rue, Les cancre sont là ! Spectacle-débat avec Sophie Faria à 16 heures à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, 18^e (métro Abbesses ou Blanche). Répondeur. 01 42 23 32 18. Entrée gratuite.

PARIS : TREMA organise une projection de « Charbons ardents » à 14 h 30, suivie à 16 heures d'un débat en présence de JM Carré (réalisateur), G. Roberts et P. White (mineurs gallois de Tower), C. Piaget (Lip), des représentants de Scop sur « L'autogestion en pratique aujourd'hui » au 21, rue de la Clef (5^e).

jeudi 29 mars

PARIS : Le groupe Louise Michel de la F.A. vous invite à découvrir une des figures les plus marquantes de la Commune : Louise Michel. Conférence, exposition à 21 heures au Café littéraire « le petit Ney », avenue de la Porte Montmartre.

vendredi 31 mars

MONTPELLIER : Débat organisé par le groupe Un Autre Futur de la F.A. sur « Peine de mort : le cas Mumia Abu Jamal » à 20 h 30 à l'Antre anar, 5, rue Jeanne-d'Arc.

samedi 1^{er} avril

FLORANGE (57) : L'association « Polar sur la ville » organise au Centre culturel La Passerelle une rencontre-lecture avec D. Daeninckx, T. Forgiarini, L. Besnier, P. Kolaire autour du Poule. Rens. : 03 82 58 04 33.

vendredi 7 avril

BESANÇON : Réunion publique sur la précarité organisée par le groupe Proudhon de la F.A. à Radio Bip, 14, rue de la Viotte, 20 h 30.